

La liste ne s'arrête pas là! Mais mon intention n'est pas cet après-midi d'exalter les réalisations du gouvernement. L'Initiative de la prospérité nous invite à concevoir un plan d'action sur ce que tous nous pouvons faire. En se regroupant pour analyser les problèmes et faire des recommandations en vue de solutions, les Canadiens seront plus à même de comprendre le rôle que chacun d'eux devra jouer.

Les personnes ici présentes ont pour la plupart des idées très claires sur la façon d'améliorer notre compétitivité. Mais les syndicats et d'autres groupes pourraient bien avoir des idées différentes. Il faut donc tirer parti des consultations publiques pour aplanir les divergences et arriver à un consensus, de sorte que le Canada relèvera les défis avec une approche uniforme.

Cette idée nous ramène à certaines des notions fondamentales de la gestion de la qualité totale. Nous nous sentirons plus concernés et soucieux d'arriver à une solution si nous participons à la définition du problème et à l'évaluation des options.

Comme n'importe quelle bonne entreprise qui valorise la gestion de la qualité totale, le Canada doit donner le pouvoir d'agir à ses citoyens et organisations, qui sont la clé d'une meilleure compétitivité. C'est là l'objectif de l'Initiative de la prospérité : elle cherche à obtenir des Canadiens qu'ils contribuent à l'élaboration d'un plan d'action. Après, il reviendra à chacun de nous et à tous les groupes d'appliquer le plan.

Nous ne voulons pas que la consultation traîne en longueur. Nous avons donné au comité d'orientation jusqu'à la fin de l'été prochain pour qu'il produise un plan d'action.

Afin de lancer le débat, le Gouvernement du Canada a émis deux documents d'étude. Ces documents délimitent les champs dans lesquels le Canada devra améliorer son rendement afin de pouvoir tenir tête efficacement, rationnellement et avec profit à ses concurrents sur le marché mondial. L'un des documents auxquels je fais allusion, intitulé «Bien apprendre... Bien vivre», a été rendu public par mon honorable collègue Bernard Valcourt, ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il traite des nombreux défis que nous avons à relever pour établir une culture d'apprentissage permanent, l'une des clés de notre prospérité dans une économie qui s'appuie largement sur le savoir.

L'autre document, qui a pour titre «La compétitivité mène à la prospérité», analyse la problématique actuelle dans cinq grands secteurs d'activité au Canada. Le premier problème posé concerne notre engagement envers l'apprentissage, en particulier l'apprentissage permanent.